VERSION



Le sud-est du Nigeria commémorant la guerre du Biafra, est sous tension

Page 7

Politique - Science - Education- Societé- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 09 juin 2021

N°1646 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Centrafrique :Paris gèle son aide budgétaire et suspend sa coopération militaire avec Bangui

Page 13



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Ouganda : Des centaines de personnes détenues sans jugement dans une nouvelle vague de répression

Page 4



CENTRAFRIQUE

Le dossier du mystérieux Français Juan Rémy Quignolot toujours à l'instruction



Des gendarmes et des policiers à Bangui, le 2 janvier 2016. (Image d'illustration)

Arrêté le 10 mai 2021 à Bangui, le Français Juan Rémy Quignolot est toujours détenu en Centrafrique. Des photos de la perquisition à son domicile avaient fait le tour des réseaux sociaux, montrant un certain nombre d'armes et de munitions, ainsi que du matériel stratégique tel que des gilets pare-balles.

Selon RFI, le dossier de Juan Rémy Quignolot est désormais sur le bureau du juge d'instruction qui mène les enquêtes. Le Français est mis en examen pour différents chefs d'inculpation, précise le procureur général Éric Didier Tambo cité par RFI : atteinte à la sûreté intérieure de l'État, détention illégale d'armes et de munitions de guerre et espionnage. Il pourrait être jugé lors de la prochaine session criminelle si l'enquête est terminée, selon la même source.

D'abord détenu à l'Office central de répression du banditisme (OCRB), Juan Rémy Quignolot a, depuis, été placé officiellement sous mandat de dépôt et transféré au camp de Roux. Le camp de Roux est un site de détention particulier situé à proximité de la présidence où des cellules ont été récemment rénovées par la mission des Nations unies.

Le procureur insiste sur le respect des droits du détenu, notamment celui d'être assisté par un avocat et de pouvoir voir un médecin. Le CICR a pu lui rendre visite, a précisé le procureur. Après son arrestation, le ministère français des Affaires étrangères avait annoncé exercer sa protection consulaire « *comme elle le ferait à l'égard de tout ressortissant français* ».

Oumou Konaté

SOUDAN

36 morts, des dizaines de blessés dans des affrontements tribaux au Darfour.

Au moins 36 personnes ont été tuées et des dizaines blessées après des affrontements entre tribus arabes et non arabes dans le sud du Darfour au cours du week-end.



Le Darfour a été le théâtre d'un conflit sanglant en 2003 opposant les rebelles des minorités ethniques africaines et les nomades arabes soutenus par le gouvernement de Khartoum



L'insécurité et les violations des droits humains vont croissant dans la région du Darfour, au Soudan

Les combats ont éclaté samedi entre les tribus arabes Taisha et ethniques africaines Fallata dans la région reculée d'Um Dafuq, dans le sud du Darfour, ont indiqué des témoins. « Des forces militaires ont été déployées dans les zones d'affrontements pour résoudre le conflit entre les tribus Fallata et Taisha, qui a fait 36 morts et 32 blessés », a rapporté dimanche Soudan New agency citant des responsables du Sud-Darfour. Jusqu'à là les raisons du conflit ne sont pas connues mais des combats similaires éclatent souvent dans la région du Darfour à propos de la terre et de l'accès à l'eau. La vaste région du Darfour, située dans l'ouest du Soudan, a été le théâtre d'épisodes de violence similaires ces derniers mois. En janvier, de nouveaux affrontements entre tribus arabes et non arabes dans les régions du Darfour occidental et méridional ont fait plus de 250 morts.

La suite à la page 4

OUGANDA

La suite de la page 3

Le gouvernement de transition mis en place après la destitution de l'ancien président Omar el Bashir a fait pression pour mettre fin aux conflits de longue durée, notamment au Darfour. Il a signé un accord de paix historique avec plusieurs groupes rebelles clés en octobre, et il est actuellement en pourparlers pour forger la paix avec les deux groupes rebelles restants. Les récentes violences au Darfour ne semblent impliquer aucun signataire de l'accord de paix d'octobre. Le 31 décembre, une mission de maintien de la paix hybride des Nations Unies et de l'Union africaine a mis fin à ses opérations au Darfour. Cette région a été le théâtre d'un conflit amer en 2003 opposant les rebelles des minorités ethniques africaines aux nomades arabes soutenus par le gouvernement de Khartoum sous Bashir.Le conflit meurtrier qui a tué quelque 300 000 personnes et déplacé 2,5 millions de personnes selon l'ONU, mais des affrontements interethniques éclatent encore occasionnellement.

K.Fiakofi

Des centaines de personnes détenues sans jugement dans une nouvelle vague de répression

En Ouganda, une nouvelle vague de répression a entraîné l'enlèvement de dizaines d'autres militants de l'opposition par les forces de sécurité et au moins un décès présumé. Selon des ONG, plusieurs centaines de personnes auraient été détenues sans jugement dans l'Est dans des prisons secrètes.

A l'origine, des traitements inhumains et la brutalité du régime dont sont victimes les opposants à qui ont alerté l'opinion. Selon le journal The Guardian ,la police et d'autres agences de sécurité non identifiées ont procédé à l'arrestation et à la détention de centaines de personnes au cours de la semaine précédant l'investiture du président, Yoweri Museveni , qui a remporté un sixième mandat en janvier .Robert Kyagulanyi Ssentamu le chanteur devenu politicien connu sous son nom de scène, Bobi Wine qui est le principal chef de l'opposition ougandaise, a déclaré au Guardian qu'un membre de son équipe de



Yoweri Museveni lors de la cérémonie d'investiture de son sixième mandat à la présidence de l'Ouganda à Kampala le 12 mai

La suite à la page 5

OUGANDA

La suite de la page 4



Le leader de l'opposition ougandaise et chanteur Bobi Wine (au centre) est arrêté lors d'une manifestation anti gouvernementale à Kampala en mars

sécurité avait été torturé à mort par des agents de sécurité dans la capitale, Kampala.D'autres détenus ont eu leurs articulations ou leurs organes génitaux battus avec des fils, brûlés avec des cigarettes ou se sont fait arracher les ongles. Beaucoup ont été membres du parti de Wine, le parti National Unity Platform (NUP).»Nous trouvons constamment des personnes tuées ou jetées au bord de la route, et il y en a beaucoup d'autres qui pourrissent dans les prisons de tout le pays», a déclaré Wine.

La semaine dernière, la cour martiale militaire générale ougandaise, siégeant à Kampala, a accordé la liberté sous caution à 17 des partisans de Wine qui ont été arrêtés dans le district central de Kalangala en janvier. Beaucoup d'autres ont été maintenus en prison alors que les longues procédures judiciaires se poursuivent. De nombreux proches se plaignent de n'avoir aucune information sur le sort des personnes enlevées. Ils disent que les suspects se sont vu refuser l'accès à un traitement médical et à des avocats, ainsi que le contact avec les membres de leur famille.L'armée ougandaise a nié toute responsabilité pour tout abus et Museveni, dans un discours national en février, a rejeté les allégations selon lesquelles ses forces auraient détenu illégalement des civils, affirmant que l'armée ougandaise « est une force disciplinée » et que son parti « ne tue pas » ses opposants. .Cependant, le président a admis que les services de sécurité détenaient plus de 200 personnes qui, selon lui, avaient révélé un « stratagème criminel » dirigé par l'opposition et incité par des « parasites locaux » et des « bailleurs de fonds étrangers ».

K.Fiakofi

OUGANDA

Le gouvernement ferme des écoles et des centres de culte pour endiguer la hausse des cas Covid-19

L'Ouganda, qui avait adopté des mesures fortes pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 dès mars 2020, a été relativement épargné par le virus. Mais les contaminations et le nombre de cas graves se multiplient ces dernières semaines. Ce qui a amené le gouvernement ougandais à fermer dimanche des écoles et des centres de culte et suspendu les rassemblements publics pour lutter contre une nouvelle vague de Covid-19.



A en croire le journal Le Monde le président ougandais, Yoweri Museveni, a ordonné, dimanche 6 juin, la fermeture des écoles et la suspension des trajets non essentiels entre les districts pour tenter d'endiguer la hausse inquiétante des cas de Covid-19 enregistrée ces dernières semaines. Les écoles resteront fermées pour six semaines et la plupart des rassemblements interdits, hormis des mariages et des enterrements en comités restreints. A compter de jeudi, seuls les véhicules de secours, de tourisme ou transportant des marchandises seront autorisés à voyager d'un district à l'autre, tandis que le couvre-feu de 21 heures à 5 h 30 est maintenu jusqu'à mi-juillet. La plupart des commerces et des marchés demeurent ouverts, à condition qu'ils respectent les règles sanitaires édictées par le gouvernement, mais les bars restent fermés.

Selon AllAfrica l'Ouganda a signalé 1 259 nouveaux cas sur 7 289 échantillons testés samedi, ce qui porte le nombre total de cas trouvés dans le pays à 52 935. Il y a eu 383 décès au total et quelque 634 cas sont actuellement hospitalisés dans le pays. Depuis mars, quelque 948 cas de Covid-19 ont été détectés dans 43 écoles de 22 districts à travers le pays.

Le dirigeant ougandais, dont le pays avait levé une grande partie des restrictions de voyage et de mouvement en février, a admis que le manque de respect des directives de santé publique, les faux certificats de voyage et ce qu'il a appelé la dissimulation de l'état de santé dans certaines écoles avaient conspiré pour augmenter le nombre d'infections.

Fatimata COMPAORÉ

NIGERIA

Le sud-est du Nigeria commémorant la guerre du Biafra, est sous tension

Le sud-est du Nigeria est sous tension, alors que l'ancienne région séparatiste commémore l'époque du Biafra, en souvenir de la guerre sanglante à la fin des années 60 qui fit plus d'un million de morts.



Selon RFI, en l'absence de commémorations officielles, le Mouvement des peuples indigènes du Biafra (Ipob) a ordonné à la population de rester strictement chez elle, de samedi soir à lundi soir, en fermant commerces et marchés. Du coup, la tension était palpable dans les rues désertes des États d'Anambra et d'Ebonyi ce dimanche. Toujours selon RFI, dans l'État d'Imo, les rues de la capitale Owerri étaient totalement vides, alors que certains carrefours de la ville étaient occupés par les militaires, qui tiraient sporadiquement des coups de feu. Par ailleurs, une station de police et une Cour de justice ont été attaquées dans une localité de l'État d'Imo dans la nuit de samedi. Un bureau de la commission électorale a également été incendié dimanche matin dans cette région. Depuis des mois, le sud-est du Nigeria s'enfonce dans un cycle de violences. Au moins 127 policiers ou membres des forces de sécurité ont été tués et des dizaines de postes de police et de bâtiments publics ont été mis à sac depuis le début de l'année 2021.

Des soupçons pèsent sur le Réseau sécuritaire de l'est, le bras armé du mouvement séparatiste biafrais, rapporte RFI. Mais l'Ipob nie toute implication dans ces attaques répétées. Dimanche, la tension est encore montée d'un cran lorsqu'on a appris la mort d'un politicien local, à Owerri. Ahmed Gulak, un proche de l'ancien président Goodluck Jonathan, est tombé dans une embuscade sur la route de l'aéroport.

L'Ipob a fermement démenti être à l'origine de cet assassinat, après avoir été pointé du doigt. Le porte-parole du groupe séparatiste s'est en revanche inquiété que celui-ci puisse servir de prétexte aux autorités, pour déclencher « une nouvelle opération militaire dans les régions de l'est ».

Fatimata COMPAORÉ

RDC

350 000 victimes de l'éruption volcanique de la RD Congo ont besoin d'une aide urgente (HCR)

Les agences humanitaires affirment que 350 000 personnes touchées par l'éruption du mont Nyiragongo près de la ville de Goma en République démocratique du Congo ont besoin d'une aide urgente. L'Organisation internationale pour les migrations rapporte que l'éruption a déplacé plus de 415 000 personnes, dont près de la moitié sont des mineurs.



La population fuyant la ville de Goma



Des femmes ayant fui Goma et qui ont besoin d'assistance

L'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés estime que 450 000 personnes ont fui Goma. Environ 120 000 d'entre elles sont arrivées dans la ville voisine de Sake, dans la province du Nord-Kivu à l'est de la RDC. Environ 8000 personnes ont également traversé la frontière pour rejoindre le Rwanda, mais la majorité d'entre elles sont désormais rentrées. La plupart des personnes déplacées sont actuellement hébergées au sein de familles d'accueil, tandis que d'autres ont trouvé abri dans des églises et des écoles surpeuplées. Suite à l'éruption volcanique, les personnes déplacées ont un besoin urgent de logement et d'articles de première nécessité tels que des matelas, des couvertures et des kits d'ustensiles de cuisine.

Aussi le HCR, a commencé Immédiatement après son arrivée dans la ville de Sake à l'ouest de Goma à aider les personnes qui avaient suivi

La suite à la page 9

SANTÉ

La suite de la page 8

l'ordre d'évacuation et évalue actuellement les besoins dans d'autres zones. Depuis le 28 mai, le HCR aide les populations déplacées en fournissant des abris collectifs pour décongestionner les écoles et les églises, ainsi que des articles de première nécessité tels que des bâches, des couvertures et des kits d'hygiène. Ce matériel d'assistance a été fourni dans le cadre des efforts continus de la communauté internationale, mais il ne suffit pas à couvrir tous les besoins. Selon les évaluations sur le terrain, le besoin le plus urgent concerne les abris, tout comme l'eau et la nourriture. Le HCR continue de travailler à Sake, en se concentrant désormais sur la construction d'un site qui permettra aux personnes déplacées de quitter les écoles et les églises, et aux enfants de retourner en classe.

Fatimata COMPAORE

Cancer du sein : Aperçu sur les facteurs de risques et les symptômes de la maladie

Un cancer signifie la présence de cellules anormales qui se multiplient de façon incontrôlée. Le cancer du sein est le cancer le plus diagnostiqué chez les femmes à travers le monde, autant avant qu'après la ménopause. Une femme sur 9 sera atteinte d'un cancer du sein au cours de sa vie et 1 femme sur 27 en mourra. Quels sont les facteurs à risque ? quels sont les symptômes ? éléments de réponse !

Dans le cas du cancer du sein, les cellules peuvent rester dans le sein ou se répandre dans le corps par les vaisseaux sanguins ou lymphatiques. La plupart du temps, la progression d'un cancer du sein prend plusieurs mois et même quelques années.

Le plus souvent, le cancer du sein survient après 50 ans. Le taux de survie 5 ans après le diagnostic varie de 80 % à 90 %, selon l'âge et le type de cancer. Les hommes peuvent aussi en être touchés, ils représentent 1 % de l'ensemble des cas, a indiqué nos sources.



Le cancer du sein est le cancer le plus diagnostiqué chez les femmes à travers le monde

La suite à la page 10

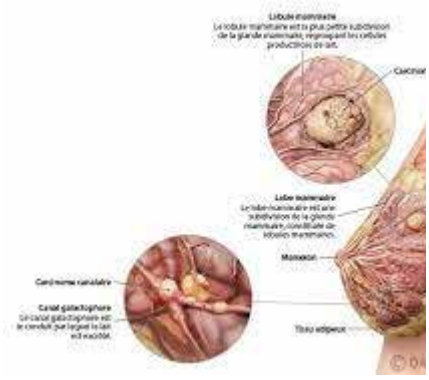
SANTÉ

La suite de la page 9

Au cours des 3 dernières décennies, le nombre de personnes atteintes a progressé légèrement mais régulièrement, ont indiqué nos sources. Par contre, le taux de mortalité a continuellement diminué au cours de la même période, grâce aux progrès réalisés en matière de dépistage, de diagnostic et de traitement.

Facteurs de risque

On distingue plusieurs facteurs de risque du cancer du sein. Les premiers sont fréquents, mais ont une faible contribution dans le développement du cancer du sein. Par exemple, le fait d'avoir eu ses règles tôt, d'avoir une ménopause tardive, de ne pas avoir eu d'enfant ou plus tardivement ou encore de ne pas avoir allaité constituent des facteurs de risque modérés. Autres facteurs de risque fréquents, mais relativement faibles en termes d'impact : le fait d'avoir suivi un traitement hormonal contre la ménopause, le surpoids, l'obésité et la sédentarité, ainsi que la consommation d'alcool. On distingue un autre sous-groupe de



On distingue plusieurs facteurs de risque du cancer du sein

facteurs de risque : «ceux qui sont moins fréquents, mais qui jouent un rôle important». Il s'agit des facteurs génétiques. Les femmes porteuses des gènes BRCA1 ou BRCA2 peuvent avoir jusqu'à 70 % de risque de développer un cancer du sein dans leur vie. «Mais cela représente moins de 5 % des cas parmi les patientes». L'hérédité joue aussi un rôle : les femmes ayant eu des antécédents de cancer du sein dans leur famille sont plus exposées. D'autres gènes, BRCA1 ou BCRA2, plus rares peuvent aussi être impliqués. «Il existe enfin des facteurs très spécifiques, des facteurs 'niche'», a ajouté Jean-Yves Pierga, cité par sante.journaldesfemmes.fr. Ainsi, le fait d'avoir été irradié au thorax pendant l'adolescence après un premier cancer augmente le risque de développer un cancer du sein à l'âge adulte.

Les symptômes qui doivent alerter

Une masse dans le sein (boule au niveau du sein) est le symptôme le plus évident., «Mais actuellement, grâce aux progrès du dépistage, on détecte les cancers à un stade de plus en plus précoce, sur la mammographie, avant même qu'apparaisse cette masse» a indiqué Jean-Yves Pierga. De manière plus rare, on retrouve d'autres symptômes : déformation du sein, rétraction du mamelon, écoulement mammaire, changement de la couleur de la peau autour du mamelon, ganglions à l'aisselle.

Dépister un cancer du sein

Toutes les femmes de 50 à 75 ans sont invitées à réaliser une mammographie tous les deux ans. «Cette mammographie fait l'objet d'une double relecture radiologique, afin d'éviter de passer à côté des cas», a précisé Jean-Yves Pierga. Les femmes ayant un risque élevé de cancer

La suite à la page 11

SANTÉ

La suite de la page 10



Les chances de guérison dépendent du type de cancer et de son stade d'évolution au moment où on entreprend les traitements

du sein peuvent bénéficier d'un suivi spécifique adapté à leur situation individuelle. Les consultations gynécologiques sont aussi l'occasion de se dépister, grâce à la palpation mammaire. Les femmes peuvent également pratiquer l'autopalpation afin de détecter une éventuelle masse.

Conseil sur l'autopalpation

L'autopalpation est un geste qu'il est conseillé d'effectuer tous les mois après les règles, afin de repérer une éventuelle grosseur du sein. Mettez-vous d'abord debout devant un miroir, inspectez les deux seins et vérifiez l'absence d'écoulement d'un mamelon, de crevasses, de plis anormaux ou d'une peau qui pèle. Puis, levez un des deux bras, puis avec les 3 doigts de l'autre main, palpe le sein du côté du bras levé : commencez par la partie externe, les doigts à plat, en effectuant de petits cercles. Il faut rechercher toute sensation de boule, de fossette sur la peau, ou de grosseur. Palpez également le mamelon et la zone entre le sein et l'aisselle, pressez le mamelon et vérifiez qu'aucun écoulement ne se produise.

Gardons en mémoire que les chances de guérison dépendent du type de cancer et de son stade d'évolution au moment où on entreprend les traitements. Divers facteurs influencent la rapidité à laquelle une tumeur va croître.

Sources: passeportsante.net

sante.journaldesfemmes.fr

Leylatou TIENDREBEOGO

Transport maritime: Le premier remorqueur construit en Algérie mis à l'eau

Le premier remorqueur en acier construit en Algérie par des compétences locales a été mis à l'eau, lundi 07 juin 2021, au port de Bou Haroun (Tipaza), a indiqué l'entreprise mixte de construction et de réparation navale Ecorep-Piriou, citée par plusieurs sources concordantes.

La mise à l'eau de ce navire long de 14 mètres permettra de procéder aux derniers ajustements et de finaliser sa construction qui doit se faire à flot, avant sa mise en exploitation, a précisé Hamid Benderradji, DG de Ecorep-Piriou, selon lesoirdalgerie.com. Il a ajouté que ce remorqueur a été réalisé en

La suite à la page 12

ALGÉRIE

La suite de la page 11



Ce remorquer a été réalisé en sa totalité par une équipe algérienne



Ce projet va contribuer à la diminution de la facture des importations, a souligné Hamid Benderradji

sa totalité par une équipe algérienne, formée dans le métier de la construction navale en acier.

A l'en croire, il s'agit d'un navire remorqueur de modèle «très intéressant» pour les ports algériens, de taille moyenne construit avec un taux d'intégration «important», compte tenu de «l'expérience acquise durant cette phase de lancement dans cette nouvelle gamme de production».

Tout en félicitant les travailleurs de l'entreprise pour les efforts fournis dans la construction de ce remorqueur, Benderradji, a affirmé que "malgré toutes les difficultés rencontrées durant cette période de pandémie, conjuguées avec les difficultés financières, les travailleurs ont eu le courage et la détermination de finaliser ce projet".

Pour permettre à cette entreprise de se développer, le premier responsable Ecorep-Piriou a plaidé pour une facilitation en matière d'accès aux crédits et l'orientation des professionnels du secteur maritime et de la pêche vers son entreprise pour l'acquisition de navires au lieu de faire appel à l'importation. Il a assuré que Ecorep-Piriou est en mesure de construire des remorqueurs de 32 mètres et des navires de pêche hauturiers et océaniques allant jusqu'à 40 mètres.

Leylatou TIENDREBEOGO

CENTRAFRIQUE

Paris gèle son aide budgétaire et suspend sa coopération militaire avec Bangui

Après avoir suspendu ses opérations conjointes avec les FAMa (Armée Malienne) la semaine dernière, la France a gelé son aide budgétaire à la Centrafrique et suspendu sa coopération militaire avec cet Etat d'Afrique centrale, jugé "complice" d'une campagne antifrançaise téléguidée par les Russes, a annoncé le ministère Français des Armées cité lundi par plusieurs médias notamment senego.com.



Soldats de la MINUSCO patrouillant à Bangui, Centrafrique, 23 janvier 2021.© AP Photo/ Adrienne Surprenant



Photo d'illustration: La France a gelé son aide budgétaire à la Centrafrique

Selon l'AFP, citant le ministère français des armées, la France a gelé son aide budgétaire à la Centrafrique et suspendu sa coopération militaire avec cet Etat d'Afrique centrale, jugé "complice" d'une campagne antifrançaise téléguidée par les Russes. A plusieurs reprises, les autorités centrafricaines ont pris des engagements qu'elles n'ont pas tenus, tant sur le plan politique envers l'opposition que sur le comportement vis-à-vis de la France, qui est la cible d'une campagne de désinformation massive en RCA", a affirmé le ministère cité par Africanews, ajoutant que '' les Russes n'y sont pas pour rien, mais les Centrafricains sont au mieux complices de cette campagne". Pour rappel, fin avril les cinq coopérants militaires français qui étaient en poste au ministère centrafricain de la Défense ont été rappelés à Paris.

La suite à la page 14

La suite de la page 13

Les entraînements militaires prodigués aux Forces armées centrafricaines (Faca) par des troupes stationnées au Gabon ont été interrompus, a précisé le ministère, confirmant des informations du site d'informations français Mediapart.

Pression française sur le gouvernement

Selon TV5monde, la France, ancienne puissance coloniale, continue en revanche de contribuer à hauteur d'une centaine de militaires à la mission européenne EUTM-RCA, qui en mobilise près de 200 pour former les Faca. Sont également maintenus la dizaine de militaires participant à la mission de maintien de la paix de l'ONU en Centrafrique (Minusca), qui y dispose de 12 000 Casques bleus.Quelques mois auparavant, la Russie avait opéré une entrée remarquée dans cet ancien "pré carré" français en livrant des armes aux Faca début 2018 et en y installant un important contingent d'"instructeurs". Une arrivée accompagnée d'une virulente campagne de désinformation anti-française. En décembre dernier, la Russie a dépêché d'urgence des centaines de paramilitaires au secours de l'armée démunie du président Faustin Archange Touadéra, menacé par une rébellion. De nombreux témoins et des ONG assurent que ces paramilitaires sont des combattants du groupe de sécurité privé russe Wagner, ce que Moscou continue de démentir.

Oumou Konaté

La représentante de la Commission Economique pour l'Afrique, reçu par le président du Faso

Le Président du Faso Roch Marc Christian Kaboré a reçu en audience, dans la matinée du lundi 07 juin 2021, Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission Economique pour l'Afrique. Plusieurs sujets ont été abordés au cours de cet entretien.

Selon la Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Vera Songwe par ailleurs Secrétaire exécutive de la Commission Economique pour l'Afrique, il s'est agi d'abord de présenter au nom des Nation Unies et de son secrétaire générale, les condoléances suite à l'attaque meurtrière survenue à Solhan et rassurer le peuple burkinabè du soutien de toute la



La Secrétaire exécutive de la Commission Economique pour l'Afrique, Vera Songwe

La suite à la page 15

BURKINA FASO

La suite de la page 14



communauté internationale, particulièrement les Nations Unies. Mme Songwe a affirmé, à sa sortie d'audience, avoir, adressé ses félicitations au Président du Faso pour l'économie florissante du pays. " Nous avons tenu à féliciter son excellence pour la bonne conduite de l'économie, car en dépit des problèmes de Covid, nous voyons quand même que le Burkina Faso est l'un des pays qui est en train de vivre une reprise" a déclaré devant la presse Vera Songwe.

Concernant l'aide aux personnes en difficulté, la Secrétaire exécutive de la CEA, a indiqué la mise en place de projet d'aide à ces personnes vulnérables. « Nous avons parlé des personnes défavorisées surtout les femmes et les enfants et il est question de la mise en place de programmes de bourses familiales, et de protection sociale. Déjà le gouvernement est en train de travailler avec la communauté internationale pour mettre en place et accélérer certains de ces programmes », a-t-elle dit ajoutant que le président du Faso a insisté sur la nécessité que ces programmes contribuent à la création d'emplois pour les jeunes.

La question de la pandémie du Covid-19 était également au centre des échanges. A ce niveau, la Secrétaire exécutive de la Commission Economique pour l'Afrique, a fait mention de la nécessité de lutter efficacement contre ce virus, un impératif pour la réouverture et la bonne marche de l'économie des pays. « Nous avons également parlé de Covid parce que pour ouvrir nos économies, il faut lutter contre le Covid. Aujourd'hui les vaccins sont disponibles au Burkina Faso et donc nous espérons que beaucoup plus de Burkinabé vont se faire vacciner, car c'est important, et primordial pour l'ouverture des économies", a-t-elle indiqué.

Roseline BADO/ COMPAORE Fatimata

BURKINA FASO

Attaque terroriste à Solhan
Le gouvernement au chevet des blessés



Christophe Dabiré (au milieu en blanc) a rassuré les déplacés de la volonté du gouvernement à venir à bout de ce fléau

48 heures après l'attaque terroriste meurtrière à Solhan, soit le lundi 7 juin 2021, une mission gouvernementale y a été dépêchée. Conduite par le chef de l'exécutif burkinabé, Christophe Dabiré, cette mission avait pour but de traduire la solidarité et la compassion du peuple burkinabè envers les populations toujours meurtries. Les ministres se sont rendus également au chevet des blessés et rescapés de cette barbarie.

La délégation gouvernementale était composée du Premier ministre burkinabè, Christophe Dabiré, et plusieurs autres membres du gouvernement dont le ministre en charge de la défense et son homologue de la sécurité. La délégation s'est d'abord rendue sur le théâtre des opérations pour constater de visu les dégâts, après le passage de la horde diabolique laissant sur le carreau une hécatombe record.

Constat désolant à Solhan

C'est un Solhan, qui jadis brouillait quotidiennement de monde, qui a été en l'espace d'une nuit, vidé de ses habitants. Selon la télévision d'Etat burkinabè, Solhan n'est plus que l'ombre de lui-même. Le bilan officiel fait état de 132 vies ôtées et de nombreux

La suite à la page 17

BURKINA FASO

La suite de la page 16



Le Premier ministre a rendu visite aux blessés

blessés majoritairement des orpailleurs. Après le lieu du crime, la délégation gouvernementale s'est rendue à Sebba chef-lieu de la province du Yagha, à 14 km de Solhan, où 7.644 personnes provenant de 1.052 ménages y ont trouvé refuge. Face aux déplacés, Christophe Dabiré a livré un message du président Kabore. «Le président du Faso nous a demandé de rassurer les populations, de leur dire toute son amitié et tout son attachement. Il nous a par ailleurs transmis des souhaits de prompt rétablissement aux blessés et évidemment de présenter ses condoléances aux familles éplorées», a laissé entendre Christophe Dabiré, au micro de nos confrères de la télévision publique. La tristesse et la psychose étaient visibles sur les visages des déplacés qui n'en revenaient toujours pas de l'enfer d'une nuit qu'ils ont traversé. Et le chef de l'exécutif de les inviter à ne pas se résigner mais à garder espoir. Dans la foulée, il annonce des actions militaires d'envergure. «Nous allons nous réorganiser pour pouvoir apporter une réponse appropriée» puis d'ajouter que «cette incurie ne restera pas impunie». Après la rencontre avec les déplacés, les ministres se sont rendus au chevet des blessés toujours sous le choc. Au centre de santé de Sebba, c'est au total 40 blessés qui reçoivent des soins appropriés. Après le départ de cette délégation, les populations se poseront toujours d'autres questions dont les principales sont: à qui le prochain tour et surtout à quand la fin de cet enfer que leur ont imposé les partisans de la terreur?

Abdoul Karim TAPSOBA

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Burkina Faso / Massacre de Solhan : Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans s'en démarque



Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), a dans un communiqué sur son site de propagande, démenti avoir commis le massacre de Solhan, rapporte le site RFI. Selon le GSIM, auteur de plusieurs attaques au Burkina Faso, ce massacre n'a rien à voir avec l'islam dans le Jihad et le combat au nom de Dieu. En rappel, dans la nuit du 04 au 05 juin 2021, la localité de Solhan, située dans la région du Sahel au nord du Burkina Faso, a fait l'objet d'une incursion terroriste. Cette attaque la plus meurtrière depuis 2015 a fait au moins 160 morts selon plusieurs sources.

Mauritanie: 60 millions de dollars pour l'émancipation économique de la femme



La deuxième phase du programme Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD 2) de la Banque Mondiale a été lancée le lundi 07 juin dans la ville de Kaédi en Mauritanie, a indiqué Financial Afrik. Pour la deuxième phase du projet SWEDD, une enveloppe de 370 millions de dollars a été débloquée par le même partenaire aux pays du Sahel dont 60 millions pour la Mauritanie. Lancé en novembre 2015 à Niamey, ce programme pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel concernait dans sa première phase le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Son but, favoriser l'émancipation des femmes et des adolescentes ainsi que leur accès à des services de santé reproductive, maternelle et infantile de qualité.

Malawi : Mkango Resources veut installer une usine de traitement en Pologne, pour les terres rares de Songwe Hill



Mkango Resources a annoncé le 7 juin la création d'une nouvelle filiale, Mkango Polska, qui sera chargée des nouvelles activités de la compagnie minière en Pologne, a indiqué l'agence Ecofin. Il s'agit principalement de la conception et de la mise en service d'une usine de séparation des terres rares, pour transformer la production du projet Songwe Hill au Malawi et la rendre disponible sur le marché européen. Pour atteindre ces objectifs, Mkango a conclu un accord avec la filiale locale de Grupa Azoty, deuxième plus grand fabricant d'engrais azoté et composés de l'Union européenne, pour lui louer un espace adjacent à son complexe d'engrais et de produits chimiques, a ajouté notre source.

Malawi : 100 millions $ de la Banque mondiale pour arrimer les compétences des étudiants au marché du travail



Le jeudi 3 juin dernier, la Banque mondiale a accordé

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

au Malawi un financement de 100 millions $ de l'Association internationale de développement (IDA) pour soutenir un projet visant le renforcement des compétences des étudiants dans les domaines de l'agriculture, l'éducation, l'énergie, la santé, l'industrie et les TIC, qui sont les plus pertinents pour le marché du travail, a rapporté l'agence Ecofin. Dénommé Skills for a Vibrant Economy (SAVE), le projet veut à travers des partenariats avec le secteur privé préparer les étudiants au marché de l'emploi, et promouvoir la création d'emplois. Le projet SAVE ambitionne de toucher 110 000 étudiants, dont 65 000 des cycles technique et professionnel à travers 9 établissements d'enseignement supérieur, sept instituts techniques nationaux et environ 30 institutions de développement des compétences.

Algérie: acharnement policier et judiciaire sur le hirak



La répression s'intensifie à l'approche du 12 juin, date des législatives. Empêché dans la capitale, le mouvement de contestation se poursuit en Kabylie. Les partis d'opposition appellent au boycott tandis que les islamistes se promettent une victoire historique. A en croire le média l'Humanité deux cent quatorze détenus d'opinion végètent en prison. La grande majorité des hirakistes interpellés est sous le coup de chefs d'inculpation ahurissants, «atteinte à l'intérêt, ou à l'unité national», «incitation à des attroupements non armés».

Djibouti : Les Clubs outillés sur les critères d'octroi des licences de la CAF



La Commission d'Organe de Première Instance (OPI) et le Manager Licence des Clubs à la Fédération Djiboutienne de Football (FDF) ont effectué dimanche une séance de travail avec les clubs qui participent aux compétitions de la CAF la saison prochaine. Le but est de vérifier et contrôler les nouveaux critères d'octrois de Licence exigés par la CAF. Selon le Président de l'OPI M, Radwan Issa Sougueh et le Manager Licence des Clubs à la FDF M Kadir Guirreh, cette réunion a permis d'entretenir les différents clubs sur la restructuration et l'amélioration de leur visibilité. Pour eux, l'objectif est de vérifier la fonctionnalité de leur siège, discuter, échanger et de voir la mise en place des critères A B C nécessaires, réalisables et fiables pour les clubs. Au total cinq critères sont indispensables pour l'octroi des Licences des Compétitions CAF : Juridiques, Administratifs et Personnels, Sportifs, Financiers et Infrastructures.

Covid-19 en Ouganda : fermeture des écoles et suspension des rassemblements religieux



Le Président ougandais, Yoweri Museveni, a ordonné la fermeture des

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

écoles et la suspension des rassemblements religieux sur l'ensemble du territoire national pendant 42 jours. Cette décision, qui est entrée en vigueur le lundi 7 juin, fait suite à la montée des cas de Covid-19 dans ce pays. Dans sa communication sur l'état des lieux de la pandémie, M. Yoweri a indiqué que 948 nouveaux cas en date ont été signalés dans 43 écoles de 22 districts de Kampala. « Il y a un nombre accru de grappes d'infections dans les écoles », a-t-il dit, montrant également son inquiétude sur la mutation du virus. « Cela devient un vrai problème car le virus a muté et s'attaque désormais aux jeunes.

Deux Chinois enlevés dans l'ouest du Niger, selon les autorités locales



Deux employés chinois d'une société minière ont été enlevés dans l'ouest du Niger dans la nuit de dimanche à lundi, a indiqué lundi à l'AFP le gouverneur de la région. «Deux ressortissants chinois ont été enlevés dans la nuit (...) par des hommes armés à Mbanga», un village de l›Ouest nigérien a déclaré Tidjani Ibrahim Katiella, le gouverneur de Tillabéri, région située dans la zone dite des «trois frontières», entre Niger, Burkina Faso et Mali. Les Chinois enlevés «ont un permis de recherche d'or» et «ont déjà reçu des avertissements (des groupes armés pour quitter la zone) mais ils ont refusé de rentrer», a ajouté le gouverneur, affirmant que l'identité des assaillants et le nombre des ravisseurs n'étaient pas connus. La Chine a renforcé ses liens économiques avec le Niger en 2006, grâce à des prospections d'uranium, d'or et de pétrole dans le nord, l'ouest et le sud du pays.

Le Bénin recherche 60 milliards de FCFA sur le marché financier de l'UEMOA



Le Bénin sera une nouvelle fois sur le marché financier de l'UEMOA le 17 juin prochain. Le pays va émettre des Obligations Assimilables du Trésor (OAT) sur cette place financière régionale. Le montant mis en adjudication est de 60 milliards de Francs CFA. Les OAT arrivent à maturité dans 3 ans soit le 18 juin 2024.

France : Emmanuel Macron giflé par un homme lors d'un déplacement dans la Drôme



Le président français Emmanuel Macron a reçu une gifle de la part d'un homme, le mardi 08 juin 2021, lors d'un déplacement à Tain-l'Hermitage, dans la Drôme. Dans une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux, on voit Macron s'approcher d'une barrière lors d'une visite. Un homme portant un T-shirt vert gifle Macron au visage avant que des agents n'interviennent rapidement. Plus tard, Macron a qualifié l'incident de faits isolés, commis par des individus ultra violents. Deux

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

personnes, dont l'auteur de la gifle, ont immédiatement été interpellées et ont été entendues par la brigade de gendarmerie de Tain-L'Hermitage, a indiqué la préfecture de la Drôme, selon l'AFP.

Tunisie: Kais Saied reçoit la directrice générale de l'Unesco



Le Président de la république Kais Saied a reçu dans l'après-midi du lundi 07 juin 2021 au palais de Carthage, la directrice générale de l'Unesco Audrey Azoulay qui effectue actuellement une visite officielle en Tunisie et ce, dans le cadre de sa participation à la huitième session de la Conférence des États parties à la Convention de 2001 sur le patrimoine culturel subaquatique, nous rapporte la Presse.tn

Selon Mosaïque fm, le président de la république a réaffirmé, à cette occasion, l'appel à consolider la coopération de l'Unesco avec la Tunisie, en élevant sa représentation à Tunis de son bureau de projets à un bureau de pays à part entière et en inscrivant sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, l'Ile de Djerba qui s'apprête à accueillir à la fin de l'année en cours le 18ème sommet de la francophonie. De son côté, la directrice générale de l'Unesco a salué le rôle important que joue la Tunisie au sein de l'Unesco, notamment en matière d'éducation, des nouvelles technologies de communication et de préservation du patrimoine.

RDC : Acquittement de tous les prevenus dans l'assassinat d'un général mort en 2020



Dans son verdict rendu lundi 7 juin 2021 à la prison centrale de Makala à Kinshasa, le Tribunal de grande instance a acquitté tous les prévenus au procès du meurtre du général Delphin Kahimbi car dit il n'avoir retenu aucune charge contre eux.

Selon Africa Radio, c'est une dizaine de personnes qui étaient poursuivies dans ce procès ouvert le 3 mai 2021 à la prison de Makala. Parmi les accusés figuraient l'épouse et la belle-mère du défunt général, un élément-clé de l'appareil sécuritaire sous l'ancien président Joseph Kabila (2001-2019). Pour Me Mulumba Tshivuadi, avocat de Brenda Nkoy, veuve de l'officier, le procureur qui avait requis la peine de mort pour sa cliente et 20 ans de prison pour les autres accusés, a pourtant été «incapable de fournir la moindre preuve matériel» pour prouver la culpabilité de la veuve, a t-il estimé. Pour lui, «la justice a été dite. C'est un soulagement, vive l'état de droit», s'est-il réjoui, précise Africa Radio.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Cameroun/Diaspora: Le Cameroun augmente le prix du passeport de 35 000 FCFA



Le passeport ordinaire au camerounais passe de 75 000 FCFA à 110 000 FCFA à partir du 1er juillet 2021.

Selon une source locale, le gouvernement espère par cette mesure augmenter les recettes de l'État, qui fait face à de graves difficultés financières et une rareté des devises. Cependant, la Délégation Générale à la Sûreté Nationale DGSN fait savoir que nombreuses améliorations ont été faites notamment sur la sécurisation de ce document et la réduction des délais de sa délivrance. Les camerounais qui attendaient parfois jusqu›à un an pour avoir ce précieux sésame pourront désormais l›avoir en 48 heures. Mais déjà dans l›opinion publique des voix s›élèvent pour décrier cette augmentation alors que les camerounais tirent le diable par la queue.

Les Ghanéens invités à participer au recensement de 2021



Le professeur Samuel Kobina Annim, statisticien du gouvernement et responsable du recensement, a déclaré que le Ghana Statistical Service (GSS) est tout à fait prêt à assurer le bon déroulement du recensement de la population et du logement de 2021. Il a exhorté les Ghanéens à faire confiance à l'exercice et à se prévaloir d'être pris en compte dans la troisième collecte de données du recensement de la population et du logement (PHC), qui devrait commencer au deuxième trimestre 2021. Ce recensement fournirait des données démographiques, socio-économiques et de logement mises à jour pour soutenir le développement et la prise de décisions.

La Tanzanie présente des mesures pour stimuler la croissance économique



Les autorités tanzaniennes ont déclaré lundi qu'elles avaient défini des mesures à mettre en œuvre au cours de l'exercice 2021-2022 pour stimuler la croissance économique, assurer le service de la dette et contrôler le gaspillage des revenus. Mwigulu Nchemba, ministre des Finances et de la Planification, a déclaré que le gouvernement entreprendrait des études sur ses modèles financiers pour identifier les opportunités d'investissement et de nouvelles sources de revenus. Nchemba s'exprimait devant le Parlement à l'occasion de la présentation des propositions de budget de son ministère pour l'exercice 2021-22. Le 28 mai, la Banque de Tanzanie prévoyait une croissance économique de 5,6% en 2021.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

São Tomé et Príncipe cherche à annuler sa dette envers l'ONU



Les autorités de São Tomé et Príncipe s'efforcent de rembourser à court terme l'importante dette du pays envers les Nations Unies (ONU), a déclaré une source diplomatique citée par la radio nationale du pays. Selon la même source, ''L'Etat de São Tomé et Príncipe est redevable à l'ONU d'une cotisation annuelle en souffrance d'environ 800 000 dollars US''. Les autorités de São Tomé s'efforcent de régler une partie de la dette, qui résultera du processus de négociation en cours avec cette organisation internationale. Outre São Tomé, les deux autres États africains fortement endettés sont notamment la Somalie, et les Comores.

Burkina Faso : Fermeture des sites miniers artisanaux dans le Sahel après une série d'attaques



Le gouverneur du Sahel au Burkina Faso a annoncé, lundi, la fermeture des sites miniers artisanaux dans cette région après une série d'attaques menée entre vendredi et samedi avec un bilan provisoire de 147 morts, a-t-on appris de sources officielles. En plus de la fermeture de tous les sites aurifères artisanaux de la région du Sahel, le gouverneur, le colonel-major Salfo Kaboré, a annoncé dans son communiqué la suspension de toutes les activités liées à l'exploitation de l'or sur ces sites. Le communiqué souligne que la mesure prend effet ce lundi, et ce jusqu'à nouvel ordre, tout en invitant les acteurs miniers à déguerpir les lieux. Dans un autre communiqué, le gouverneur a interdit la circulation des engins à deux et à trois roues sur une partie de la région, notamment dans les provinces de l'Oudalan et du Yagha.

RCA: le président Touadéra promet la tenue d'un dialogue républicain



Le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra a annoncé lundi soir que le pays allait tenir dans un bref délai un dialogue républicain. La finalité de cet exercice, a-t-il indiqué, est la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de paix du 6 février 2019 signé entre l'Etat et 14 principaux groupes armés actifs dans le pays. Ce dialogue s'organisera notamment autour de thèmes tels que la paix et la sécurité, le développement socioéconomique, la gouvernance politique, la diplomatie, la justice ou encore la lutte contre la corruption, a précisé M. Touadéra promettant de mettre en place un comité d'organisation dans les meilleurs délais.

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA
-Abdoul Karim TAPSOBA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money